

---

# MICRO

Bulletin de recherche microéconomique

---

Vol. 3, N°2  
Été 1996

---

## **Publications de recherche d'Industrie Canada maintenant disponibles sur Internet**

Une bonne nouvelle pour les lecteurs de **MICRO** et des autres publications de recherche d'Industrie Canada : le clavier de votre ordinateur vous permettra désormais d'avoir accès à ces publications par l'intermédiaire de *Strategis*, le site du Ministère sur Internet, dont les coordonnées sont les suivantes :

**<http://strategis.ic.gc.ca>**

Outre **MICRO**, l'éventail des publications maintenant accessibles sur Internet comprend les titres publiés dans les collections suivantes :

---

### **Dans ce numéro**

*Publications de recherche d'Industrie Canada maintenant disponibles sur Internet* .....1

*Les rapports entre les marchés financiers et la compétitivité de l'économie canadienne* .....2

*Croissance basée sur les connaissances et politiques microéconomiques* .....5

*La fiscalité et la compétitivité internationale, selon John Whalley* .....7

*Le temps est venu de revoir le contrat social, selon Judith Maxwell* .....8

*Le développement durable et le scénario de l'île de Pâques, selon James Brander* .....9

---

**Documents de recherche** : des recueils constitués de résumés de documents à nom d'auteurs, dont chacun se rattache à un thème microéconomique précis. Chaque volume contient le compte rendu d'une conférence majeure, au cours de laquelle les auteurs de documents ont soumis leurs vues à un examen public par des spécialistes du domaine. Accessibilité sur Internet : disponibles en direct dès maintenant.

**Documents de travail** : une collection de documents analytiques sur des sujets micro-économiques, fondés sur de nouvelles bases de microdonnées et axés sur de grandes questions à large portée qui, en plus de susciter un vif intérêt, se révèlent pertinentes dans le cadre du débat sur les politiques publiques. Accessibilité sur Internet : résumés disponibles dès maintenant; téléchargement disponible à une date ultérieure.

**Documents hors-série** : Documents à caractère spécialisé ou descriptif, ou des études documentaires, dont plusieurs contribuent à donner une orientation à des analyses empiriques subséquentes. Accessibilité sur Internet : résumés disponibles dès maintenant; téléchargement disponible à une date ultérieure.

**Documents de discussion** : des synthèses et des documents de politique générale, à caractère moins rigoureux et empirique que les autres études de

---

Ce bulletin est publié à chaque trimestre. On peut obtenir des renseignements sur toutes les publications par téléphone au (613) 952-5704 ou par télécopieur au (613) 991-1261. Pour de plus amples renseignements sur la façon de se procurer les publications mentionnées dans ce bulletin, se reporter à la dernière page.

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada  
ISSN n° 1198-3558



Industry Canada Industrie Canada

Canada



recherche, mais axés sur des façons d'aborder l'étude de questions microéconomiques stratégiques et de problèmes de politiques publiques.

Accessibilité sur Internet : résumés disponibles dès maintenant; téléchargement disponible à une date ultérieure.

**Rapports sur l'environnement de l'entreprise :** des rapports complets sur l'évolution du monde des affaires, des guides relatifs aux effets de cadres institutionnels sur le rendement des entreprises, des enquêtes sur les attitudes et les perceptions des milieux d'affaires. Accessibilité sur Internet : résumés disponibles dès maintenant; téléchargement disponible à une date ultérieure.

**Indicateurs économiques mensuels :** un rapport sur les tendances actuelles de l'économie canadienne, dont la présentation simple en facilite la lecture. Chaque numéro contient une analyse approfondie d'une question économique importante. Accessibilité sur Internet : disponibles dès maintenant.

**Moniteur microéconomique :** analyse trimestrielle de la situation économique. Chaque numéro de ce périodique contient aussi un examen approfondi d'une question économique majeure. Accessibilité sur Internet : disponible dès maintenant.

**Rapports provinciaux de renseignements industriels :** des renseignements obtenus dans le cadre d'échanges avec des représentants d'entreprises individuelles, dont la compilation vise à fournir des indices précurseurs de changements dans les tendances et l'évolution économiques. Accessibilité sur Internet : disponibles dès maintenant.

La disponibilité de ces publications sur Internet vous permet dorénavant d'avoir accès à nos services d'information aussitôt que le besoin s'en fait sentir. Le système *Strategis* est d'emploi facile et il vous permet de cibler vos recherches de renseignements lorsque vous consultez nos travaux d'analyse. Une fois les renseignements trouvés, il ne vous reste plus qu'à les télécharger – plus d'adresse ou de numéro de téléphone à chercher, plus de commande à envoyer, plus de bon de commande à remplir. Faites-en l'essai dès

maintenant. On peut consulter *Strategis* à l'emplacement suivant :

<http://strategis.ic.gc.ca>.

### *Les rapports entre les marchés financiers et la compétitivité de l'économie canadienne*

Sur le plan de l'investissement et de la compétitivité des entreprises, l'accès aux marchés financiers est un élément critique de la réussite des sociétés et des économies. À mesure que le mouvement de mondialisation se propage, les problèmes des marchés financiers deviennent de plus en plus complexes et cruciaux.

Afin d'examiner ces enjeux dans une optique canadienne, Industrie Canada, en collaboration avec la Fondation canadienne de recherche financière, a organisé l'hiver dernier une conférence sur les marchés financiers.

Environ 115 personnes s'étaient inscrites pour participer à la rencontre qui s'est tenue à Toronto, au cours de laquelle des spécialistes venant du Canada, des États-Unis et de l'Europe ont présenté des exposés.

Dans ses remarques d'ouverture, Denis Gauthier, directeur général de l'Analyse de la politique microéconomique à Industrie Canada, a mis en relief les rapports qui relient les marchés financiers à l'atteinte par le Canada de ses objectifs de croissance économique. Il a rappelé aux participants que les politiques publiques visant à favoriser l'établissement d'un climat propice à la compétitivité des entreprises au Canada doivent s'appuyer sur une connaissance approfondie du fonctionnement des marchés financiers.

Pendant les deux jours qui ont suivi, des spécialistes venus du Canada, des États-Unis et de l'Europe ont présenté et soumis à l'examen de leurs

pairs des documents de recherche, qui portaient sur des sujets allant du coût du capital au Canada aux innovations récentes en matière de financement.

### *Principales conclusions*

Deux conclusions générales se sont dégagées de l'examen des liens entre les marchés financiers et l'investissement au Canada.

- À mesure que le coût du capital augmente, le niveau des immobilisations en capital diminue.
- Il semble y avoir une corrélation directe et positive entre les marges brutes d'autofinancement d'une entreprise et son niveau d'investissement.

Des comparaisons entre les marchés financiers au Canada et aux États-Unis ont permis de faire ressortir certaines divergences intéressantes. Ainsi, entre 1976 et 1994, le coût du capital avant impôt au Canada était de deux points de pourcentage supérieur à celui des États-Unis. Le principal élément responsable de cet écart était la prime que les prêteurs demandaient pour investir au Canada parce qu'ils considéraient que ce pays présentait des risques d'investissement plus élevés. Selon une autre conclusion de l'analyse, les entreprises canadiennes avaient, en moyenne, des ratios d'endettement plus élevés que ceux de leurs homologues américaines.

### *Imposition des sociétés et compétitivité*

Les taux marginaux effectifs d'imposition qui s'appliquent aux entreprises canadiennes varient considérablement d'un secteur industriel et d'une province à l'autre. Ces variations peuvent avoir pour effet de réduire les niveaux d'investissement et de croissance au Canada par rapport à des pays où l'imposition des sociétés est davantage harmonisée.

Ceci dit, les résultats des recherches indiquent que le régime d'imposition des sociétés au Canada n'est pas responsable du coût du capital relativement élevé qu'on observe au pays et qu'en réalité, il se compare favorablement à ceux des autres pays industrialisés.

Ainsi, une comparaison avec les autres pays du G7, le Mexique et Hong Kong en 1995 indique que le Canada était le deuxième pays où les taux marginaux effectifs d'imposition des sociétés étaient les plus bas, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services. Cette situation est en partie attribuable aux généreuses déductions pour amortissement accordées au Canada ainsi qu'aux faibles attentes inflationnistes.

### *Capital de risque*

L'accès au capital de risque (capitaux propres et soi-disant « financement mixte » pour de nouvelles entreprises à capital fermé) est un besoin crucial pour le secteur des entreprises. Parmi les conclusions de la conférence sur ce sujet figurent les suivantes :

- La structure géographique du capital de risque au Canada n'est pas conforme à la répartition géographique de l'activité économique. Le niveau de capital de risque est relativement élevé au Québec, et faible en Ontario et dans le Canada atlantique.
- Les industries de haute technologie interviennent pour une proportion démesurée des investissements de capital de risque. Mais les dépenses en recherche-développement des sociétés financées par des capitaux de risque ne sont pas plus élevées que la moyenne canadienne pour l'ensemble des industries – environ 3 p. 100 des recettes.
- Bien qu'un nombre limité d'investissements de capital de risque donne de très bons résultats, de façon générale, le taux de rendement sur la plupart de ces investissements est moindre que celui obtenu sur des placements sans risque.
- Les investisseurs dans les fonds de capital de risque ont tendance à faire des placements dans le développement d'entreprises, non dans leur création.
- L'acquisition par des initiés (dirigeants ou sociétés) est la façon la plus répandue pour des sociétés financées par des capitaux de risque de cesser d'être tributaires de ce mode de financement; en effet, 37 p. 100 des entreprises financées par des capitaux de risque sont



rachetées par des initiés.

- Les probabilités de radiation d'investissements en capital de risque sont plus élevées au Canada qu'aux États-Unis, les taux d'échec étant de 32 et 21 p. 100, respectivement.

### **Marchés des actions**

Le financement par actions, non le financement par emprunt, est devenu l'instrument financier de choix pour les jeunes entreprises en croissance.

Cette évolution a une incidence particulièrement importante pour les marchés financiers canadiens, à un moment où les industries primaires et secondaires traditionnelles de l'économie canadienne cèdent la place à des activités de services et à des industries fondées sur les connaissances. Dans ce dernier secteur, les activités productives des entreprises sont fonction d'idées commerciales, de brevets et d'autres avoirs incorporels qui sont difficiles à évaluer et qui, dans l'éventualité d'une situation de crise, sont presque impossibles à préserver. Par conséquent, des prêteurs traditionnels, comme les banques ou les acheteurs d'obligations, ont tendance à éviter les risques que comporte le financement d'entreprises fondées sur les connaissances. Dans ce cas, le développement d'un marché soutenu des premiers appels publics (PAP) est une condition préalable nécessaire pour amorcer le virage vers une économie fondée sur les connaissances.

En passant en revue les mesures adoptées au Canada pour faire face à ce problème, les participants à la conférence ont souligné le succès remporté par le programme du *Alberta Stock Exchange Junior Capital Pool*, qui a permis à des petites et moyennes entreprises (PME) de lever des fonds propres par l'intermédiaire du marché des PAP et de celui du financement secondaire.

### **Résultats divers**

- D'après les résultats d'une comparaison internationale de programmes de garanties de prêts aux petites entreprises, les mesures en vigueur au Canada se classent en tête de liste,

avec de faibles taux de non-remboursement, des taux de garantie raisonnables et des frais acceptables.

- Les choix de modes de financement par les grandes entreprises sont influencés par les gains des sociétés, la croissance et la situation économique; mais, les modifications à la fiscalité ne semblent pas avoir d'impact.
- L'expérience acquise au Québec indique que les fonds de capital de risque mis sur pied par les syndicats ont eu peu d'influence sur l'emploi.
- Selon une évaluation du Régime d'épargne-actions du Québec, le programme n'a pas atteint son objectif de faciliter l'accès au marché du capital pour les petites entreprises mais il a aidé les moyennes et grandes entreprises à lever des fonds propres. L'impact positif sur la création d'emplois au Québec a été minime.

### **Conclusions**

En résumé, les auteurs conviennent qu'il est de la plus haute importance pour la réussite à long terme d'une stratégie de croissance de bien comprendre le fonctionnement des marchés financiers et les problèmes financiers auxquels sont confrontées les entreprises canadiennes.

Ils soulignent aussi que, si les marchés financiers et le marché du capital fonctionnent de façon concurrentielle et efficiente, le gouvernement n'a qu'un rôle limité à jouer dans ces marchés. L'une des responsabilités des pouvoirs publics est de créer un milieu financier favorable à l'expansion des entreprises et au dynamisme de l'investissement et de la croissance économique au Canada. À cette fin, les gouvernements devraient s'employer à réduire les écarts interprovinciaux en matière de structures d'imposition des sociétés et de dépenses fiscales. Afin de stimuler les dépenses d'investissement, ils devraient orienter leurs politiques vers une réduction du coût du capital pour les entreprises canadiennes lorsqu'il y a défaillance du marché.

Certains auteurs croient qu'il pourrait être nécessaire d'examiner l'efficacité des programmes d'aide fiscale au capital de risque sous l'angle de leurs objectifs de croissance économique et de création d'emplois. Les gouvernements devraient éviter de subventionner l'investissement dans le capital-actions; au lieu de cela, ils devraient orienter leurs politiques de façon à stimuler l'activité d'investissement réel.

Un marché soutenu des PAP est une condition nécessaire des marchés financiers pour qu'une transition puisse se faire vers une économie fondée sur les connaissances. En particulier, le Canada doit mettre sur pied un plus grand nombre de programmes de bourses de valeurs qui permettront aux PME de lever des fonds propres par l'intermédiaire du marché des PAP et de celui du financement secondaire. Ces programmes devraient avoir un fondement régional et être surveillés étroitement par les autorités réglementaires.

Un thème commun qui ressort de l'ensemble des documents et des délibérations de la conférence est la nécessité de mieux comprendre les carences des marchés financiers et les moyens de les corriger. En fait, selon l'opinion générale des participants à la conférence, l'objectif principal des politiques publiques dans ce domaine devrait être de corriger les défaillances des marchés financiers et du marché du capital. Toute mesure de politique qui a une incidence sur les marchés financiers et le marché du capital devrait viser à minimiser leur inefficience.

Les gouvernements doivent aussi revoir leurs politiques fiscales et réglementaires afin d'isoler celles qui entravent l'efficacité des marchés financiers et du marché du capital. Cet examen devrait aussi leur permettre de déterminer les politiques qui pourraient être éliminées ou modifiées.

Industrie Canada publiera la version finale des textes présentés lors de la conférence dans un

document de recherche majeur, qui devrait être rendu public pendant l'hiver de 1996-1997. Le professeur Paul Halpern de l'Université de Toronto agira à titre de directeur général de la publication.

---

---

### *Croissance basée sur les connaissances et politiques microéconomiques*

L'une des plus récentes additions à la collection des documents de recherche d'Industrie Canada est l'ouvrage intitulé « Politiques microéconomiques : Effets de la croissance basée sur les connaissances », qui a été rendu public officiellement en avril dernier. Un mois avant la date de parution officielle, le Ministère avait organisé un débat entre experts sur son contenu, qui réunissait une cinquantaine de représentants des milieux d'affaires, du secteur gouvernemental et du monde universitaire provenant de la région de la capitale nationale.

Les délibérations se sont articulées autour des exposés de quatre conférenciers invités :

- Le professeur Peter Howitt – directeur général de la publication du document de recherche – a résumé le contenu de l'ouvrage, en le reliant aux politiques publiques canadiennes;
- Peter Nicholson a analysé les répercussions sur les entreprises canadiennes de la croissance basée sur les connaissances;
- Daniel Keating a fait porter son exposé sur le thème d'une société de l'apprentissage au Canada; et
- David Crane a mis l'accent sur le rôle de l'État dans la nouvelle économie.

Dans le cadre de leurs présentations, les conférenciers ont indiqué que la présence de rendements croissants et d'externalités attribuables aux activités de R-D justifie une certaine forme d'intervention de l'État. Et, en se fondant sur les conclusions du document de recherche, ils ont mis en relief les stratégies suivantes :

- Au lieu d'essayer de cibler certains secteurs et

de tenter de choisir des gagnants, les gouvernements devraient s'employer à entretenir un climat de souplesse dans l'économie qui permettrait d'éliminer rapidement les perdants.

- Les gouvernements devraient éviter d'engloutir des fonds dans des programmes destinés à encourager les grands bonds en avant sur le plan technologique. Ils accompliraient davantage en appuyant un cheminement moins spectaculaire mais plus régulier dans ce domaine, y compris un rattrapage et des progrès plus mesurés en matière d'innovation.
- Les politiques de croissance économique doivent promouvoir à la fois un libre accès à la science et le maintien de son caractère exclusif. Les gouvernements devraient donc attribuer une haute priorité à la mise en place d'un régime de propriété intellectuelle qui offrira des incitations à l'innovation, tout en favorisant aussi la diffusion des connaissances.
- Les politiques publiques devraient tenir compte du fait que l'innovation et le perfectionnement du capital humain sont des éléments complémentaires. Des politiques qui permettent de réaliser ce genre d'intégration contribueront davantage à stimuler l'innovation que celles qui possèdent un rayonnement plus restreint.
- Les gestionnaires d'entreprise se préoccupent d'abord de la rentabilité à court terme de leurs installations afin de satisfaire et de conserver leurs investisseurs institutionnels. Les stratégies à long terme en souffrent donc. Il y a eu relativement peu de percés scientifiques et techniques au cours des quelques 20 dernières années et nous avons donc exploité d'anciennes découvertes. Seul l'État peut se permettre d'investir dans le long terme et s'intéresser aux sciences fondamentales.
- Mais la découverte d'idées nouvelles n'est pas fonction uniquement des politiques canadiennes; d'autres grands pays industrialisés participent au processus et le Canada ne joue qu'un rôle minime sur le plan de la création d'idées nouvelles.

- Une économie forte est non seulement essentielle à une société forte, mais l'inverse est aussi vrai. À cause de l'interdépendance entre l'innovation technologique et sociale, le perfectionnement des ressources humaines est un élément crucial pour assurer l'intégration du Canada à l'économie mondiale. Sur ce plan, l'État peut jouer un rôle central en maintenant un équilibre et en soutenant la prospérité économique et le milieu social.
- L'intervention gouvernementale dans l'économie peut se justifier dans deux domaines clés : les discordances et les retombées. Des discordances se produisent dans le secteur financier, entre les institutions financières et des entreprises nouvelles. Elles se produisent aussi au niveau du marché du travail, entre les employeurs et les nouveaux diplômés, et dans le secteur de l'éducation, entre les programmes d'études et les compétences requises sur le marché de l'emploi. Il est possible que l'État puisse contribuer à réduire ces discordances et améliorer l'efficacité dans le secteur privé.
- Les retombées de la recherche pure peuvent être l'indice d'un sous-investissement dans ce secteur. À ce chapitre, l'État peut intervenir en offrant les services de scientifiques, en stimulant l'interaction entre l'industrie et l'université et en encourageant le partage des risques que comporte le développement de connaissances nouvelles. À titre d'exemples de ce genre d'interventions de l'État, les participants ont mentionné l'Examen de la politique en matière de sciences et de technologie et le Programme de partenariats technologiques du gouvernement fédéral. Le secteur public a un rôle clé à remplir en matière de cueillette, d'analyse et de diffusion de l'information.

Selon la conclusion générale des participants aux discussions, le « laissez-faire » n'est pas nécessairement une optique optimale lorsqu'il s'agit de sciences et de technologie. Plusieurs pays interviennent massivement dans le but d'influencer le progrès technologique, y compris les États-Unis.



Toutefois, l'intervention gouvernementale ne devrait pas se substituer aux forces du marché; au lieu de cela, elle devrait contribuer à les mobiliser de façon à faciliter l'adaptation nécessaire à la nouvelle économie. À cet égard, l'économie doit disposer d'un organisme central qui pourra contribuer à coordonner les objectifs interdépendants des Canadiens et offrir une vision de l'avenir du pays. Par conséquent, le gouvernement fédéral a encore un rôle primordial à jouer pour collaborer à l'édification d'une économie innovatrice et basée sur les connaissances.

---

### *La fiscalité et la compétitivité internationale, selon John Whalley*

Des impôts élevés compromettent-ils véritablement la compétitivité nationale ? En d'autres termes, les gouvernements ont-ils raison de réduire les impôts afin d'améliorer la situation concurrentielle de leur pays sur les marchés mondiaux ?

Pas nécessairement, d'affirmer John Whalley de l'Université Western Ontario, qui soutient que les postulats sur lesquels reposent les politiques concernant les rapports entre la fiscalité et la compétitivité internationale sont « plus ténus qu'on ne le prétend ».

Dans le cadre d'un exposé qu'il a présenté devant le personnel d'Industrie Canada, en janvier dernier, à titre d'invité à la tribune des conférenciers éminents, le professeur Whalley a examiné ce qui, à son avis, sont des conceptions mal fondées, des faussetés et des pièges au sujet des rapports qui existent entre la fiscalité et la compétitivité.

Après avoir cité Paul Krugman à propos de ce qu'il considère la conception la plus fondamentalement erronée de toutes, Whalley a ajouté qu'il est « insensé de parler de compétitivité en ces termes, puisque les pays ne se concurrencent pas – ce sont les entreprises qui le font ».

Whalley a critiqué la ligne de pensée qui, au départ, pose comme hypothèse que les impôts représentent un coût d'être en affaires et qui conclut ensuite que des impôts élevés équivalent à des coûts élevés. Selon cet enchaînement logique, les coûts élevés qui en résultent compromettent la compétitivité sur les marchés internationaux, entravent la performance en matière de commerce international et s'accompagnent d'effets économiques nuisibles.

Mais les faits observés ne soutiennent pas cet argument, selon Whalley. Au contraire, des études ont permis de démontrer que les impôts ont considérablement moins d'effets sur le commerce que des mesures axées directement sur les échanges internationaux comme celles qui sont liées aux investissements et au commerce (les TRIM). Il souligne aussi que les niveaux d'imposition ne semblent pas avoir eu une influence sur les résultats en matière de croissance des pays où la fiscalité est élevée, comme la Suède et l'Allemagne pendant les années 70 et 80.

### *Imposition et compétitivité canadienne*

Comment tout ceci s'applique-t-il au Canada ? Selon Whalley, une hausse des impôts au Canada n'aurait que peu d'effet, d'une façon ou d'une autre, sur la compétitivité – et il avance trois arguments majeurs pour appuyer cette conclusion.

Premièrement, selon les résultats de modèles empiriques sur le commerce, le fardeau des impôts est supporté par les facteurs fixes, comme les matières premières et le capital humain. Puisque, dans le contexte international, ceux-ci sont relativement peu mobiles, une hausse des impôts aura comme seul effet de réduire les rentes ou les bénéfices réalisés à partir de ces facteurs fixes.

Deuxièmement, une augmentation des impôts sur les sociétés pourraient fort bien n'avoir qu'une incidence marginale sur l'entité imposée. Si une entreprise peut déduire les coûts de financement de sa dette, le régime fiscal n'aura qu'une faible incidence à la marge sur les décisions d'investir.

Troisièmement, étant donné la mobilité internationale du capital, une hausse des impôts au Canada n'aura pour seul effet que d'augmenter le niveau du financement par emprunt et de rétrécir l'assiette fiscale, sans avoir aucune incidence véritable sur la compétitivité.

### *Neutralité fiscale*

Whalley s'est aussi penché sur la question de la neutralité des impôts par rapport au commerce. Lorsque la base d'imposition est déplacée d'un point d'origine vers un point de destination (avec des remboursements pour les exportations), on passe en fait d'une taxe sur la production à une taxe sur la consommation – dont l'effet est neutre sur le plan du commerce international.

Whalley ne pousse pas sa thèse à l'extrême et il concède que « les impôts peuvent évidemment avoir des effets sur la compétitivité ». Il admet que, dans le contexte de la présence simultanée d'impôts élevés sur le revenu du travail et d'une certaine élasticité de l'offre de main-d'oeuvre, des majorations d'impôts auraient pour effet ultime d'augmenter le salaire brut et de réduire le salaire net. Cette situation rendrait les produits à intensité élevée de main-d'oeuvre relativement plus dispendieux, exerçant ainsi une incidence sur la structure du commerce. Des concessions fiscales (ou l'absence d'impôt) peuvent aussi avoir une influence sur le commerce en encourageant un déplacement des ressources vers le secteur libre d'impôt.

Néanmoins, a-t-il conclu, ni les faits empiriques ni les pratiques commerciales actuelles n'appuient la notion selon laquelle des impôts élevés ont inévitablement pour effet de ralentir la croissance économique : la preuve n'existe tout simplement pas.

### *Le temps est venu de revoir le contrat social, selon Judith Maxwell*

Dans le contexte économique difficile que nous traversons, la société canadienne est parvenue à un carrefour : il nous faut soit récrire le contrat social ou risquer que notre société se polarise. En supposant que nous voulons suivre la première voie, il nous faut au départ éliminer certains obstacles conceptuels qui ont pour effet à l'heure actuelle de cloisonner les politiques économiques et sociales.

Tel fut le thème central d'un exposé de Judith Maxwell, présidente des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), présenté lors de son passage à la tribune des conférenciers émérites d'Industrie Canada.

À son avis, un « changement de cap » s'est produit au niveau des politiques économiques depuis la fin des années 80. Cette transformation a débuté avec la nouvelle orientation donnée à la politique monétaire de contrer les attentes inflationnistes et elle s'est accélérée par la suite avec la signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. La libéralisation des échanges en Amérique du Nord, d'affirmer Maxwell, a entraîné un renouvellement des politiques économiques dans deux domaines importants. En ouvrant la porte à une concurrence accrue des importations, le libre-échange impliquait l'abandon des politiques de protection tarifaire et de subventionnement. Par ailleurs, sur le plan des exportations, le libre-échange a eu pour effet de réorienter les objectifs stratégiques vers la recherche de nouveaux marchés d'exportations. Un autre élément nouveau fut l'action concertée des gouvernements vers une réduction des déficits budgétaires.

Maxwell soutient que le moment est maintenant venu de procéder à un deuxième changement de cap – cette fois-ci, dans le secteur de la politique sociale. Le filet de sécurité sociale existant, qui est fondé sur des perceptions périmées du marché du



travail et de la structure de la famille, n'est désormais plus adapté aux besoins des années 90 et il nous faut le modifier. La polarisation de la société s'accroîtra si l'on néglige de faire ces corrections et de réécrire le contrat social.

Selon Maxwell, des changements doivent se faire à deux niveaux :

- Les gouvernements ne doivent désormais plus fonder leur politique économique sur la notion à court terme selon laquelle compétitivité et minimisation des coûts sont synonymes.
- La politique sociale doit s'éloigner de la notion de dépendance totale à l'égard de l'État.

Dans l'ensemble, il faut mettre davantage l'accent sur l'autonomie et la viabilité financière. Cette stratégie obligerait le gouvernement à continuer de jouer un rôle actif dans l'économie. Mais il devra le faire dans un contexte de politique qui mettra beaucoup plus l'accent qu'on ne le fait actuellement sur la personne, la famille et les responsabilités de l'employeur.

Maxwell croit que ces objectifs de politique peuvent être réconciliés à l'intérieur du champ où les politiques économiques et sociales se rejoignent, notamment dans les secteurs où la société répartit les responsabilités entre les personnes, les familles, les employeurs et l'État.

Maxwell estime que les conditions sont propices à cette réorientation non seulement en raison des circonstances économiques mais aussi à cause des attitudes de la population. D'après des travaux de recherche réalisés par les RCRPP, les Canadiens veulent un secteur public efficace et à la portée de leurs moyens, ils sont fortement favorables à une action collective et ils considèrent hautement prioritaires leurs responsabilités à l'égard de la prochaine génération. Ils sont aussi tout à fait conscients des carences qui se rattachent au statu quo. Ils comprennent la nécessité d'éliminer les inefficiences qu'on trouve dans les programmes existants, de donner les incitations appropriées et de diriger l'aide vers les personnes qui en ont le

plus besoin. En somme, ils sont prêts à réécrire le contrat social entre les citoyens et l'État.

---

### *Le développement durable et le scénario de l'île de Pâques, selon James Brander*

Les taux actuels d'exploitation des ressources, conjugués à la détérioration de l'environnement, sont-ils des signes précurseurs d'une baisse future des niveaux de vie ou d'autres événements catastrophiques ? Cette question a préoccupé une multitude de futurologues, y compris les membres du Club de Rome au début des années 70. Et elle fut soulevée de nouveau par le professeur James Brander de l'Université de la Colombie-Britannique lors d'une conférence qu'il prononçait récemment à titre d'invité à la tribune des conférenciers éminents d'Industrie Canada.

En fait, Brander a tenté d'intégrer la modélisation des ressources à la modélisation de la croissance afin de clarifier les rapports entre l'utilisation des ressources et la croissance dans les économies modernes.

Dans sa recherche d'un modèle pour appuyer sa théorie, Brander s'est tourné vers l'île de Pâques, l'un des endroits les plus éloignés et les plus reculés de la planète. Dans ce cadre restreint, a-t-il dit, un enchaînement implacable d'événements, qui a mystifié l'humanité au cours des âges, s'est déroulé à une échelle réduite il y a déjà longtemps. Une ressource jadis renouvelable fut surexploitée jusqu'à ce que, éventuellement, les niveaux de vie commencent à se dégrader et la population, à diminuer. Au bout du compte, la civilisation de l'île de Pâques s'est elle-même désintégrée.

Bien que l'anéantissement complet soit un résultat possible de ce modèle simple, Brander ne va pas jusqu'à dire qu'il s'agit du destin inévitable de l'humanité. Il souligne toutefois que la consommation abusive de ressources est une tendance plus répandue qu'on ne l'a admis jusqu'à

---

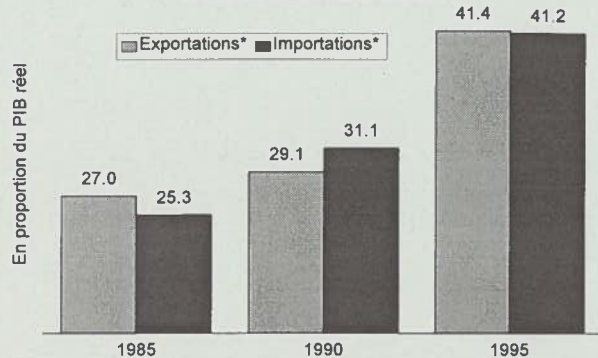
maintenant et que ses victimes sont nombreuses dans l'histoire. Ainsi, Brander attribue le déclin de la Mésopotamie et de la civilisation aztèque à une spirale à la baisse au cours de laquelle la dégradation des ressources s'est accompagnée d'une diminution de la population, suivie d'un déclin de la civilisation. Il s'est donc demandé si le Canada actuel n'avait pas franchi les premières étapes d'un scénario semblable à celui de l'île de Pâques – plus précisément, la baisse spectaculaire des stocks de poissons le long de nos côtes pourrait-elle être un signe précurseur de difficultés beaucoup plus sérieuses pour notre société ?

Brander souligne que les prédictions alarmantes sur les résultats catastrophiques de la consommation abusive de ressources et de la dégradation de l'environnement se sont avérées fausses dans le passé. Les projections sombres du Club de Rome, par exemple, ne se sont pas réalisées jusqu'à maintenant, surtout parce que de meilleures connaissances et des techniques améliorées ont permis aux humains d'utiliser les ressources d'une façon plus efficiente.

Dans le cadre de son exposé, Brander a aussi présenté une analyse de l'incidence de la libéralisation des échanges sur les résultats du scénario de l'île de Pâques. En se basant sur des travaux qu'il a faits auparavant dans le domaine, Brander a indiqué que le commerce des ressources renouvelables pourrait avoir pour effet d'entraîner une baisse du revenu réel à long terme pour un pays dont l'économie repose sur l'exploitation des richesses naturelles à cause de la présence d'incitations du marché à surexploiter les ressources. Il a conclu en soulignant qu'il y a de très bons arguments pour relier les pratiques de gestion des ressources naturelles aux politiques commerciales.

## DE NOTRE CARNET SUR LA COMPÉTITIVITÉ

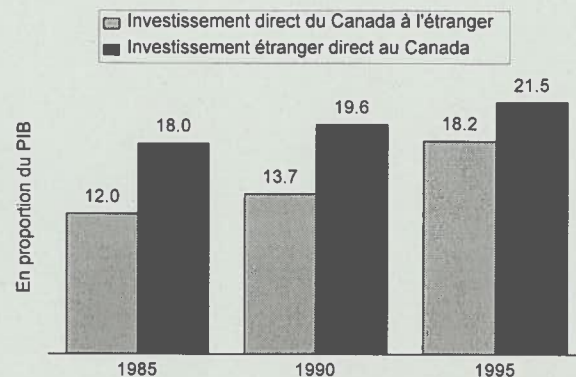
### Hausse prononcée de l'importance des échanges commerciaux du Canada



\* Biens et services.

Source : Calculs fondés sur des données provenant de diverses sources.

### Importance croissante de l'investissement international



Source : Calculs fondés sur des données provenant de diverses sources.

### Commerce et investissement : l'ouverture sur l'extérieur s'accroît

- Les exportations canadiennes de biens et de services en proportion du PIB réel se sont accrues considérablement, passant de 29 p. 100 en 1990 à plus de 41 p. 100 en 1995.
- Le ratio de pénétration des importations a aussi augmenté de façon appréciable pendant les années 90.
- L'importance des échanges avec l'extérieur s'est accrue dans toutes les provinces.
- Le niveau élevé des échanges intra-sociétés des filiales d'entreprises étrangères établies au Canada est une indication du caractère complémentaire qui existe entre le commerce extérieur et l'investissement étranger direct (IED).
- L'importance tant des entrées que des sorties d'IED s'est accrue de façon appréciable pour l'économie canadienne pendant dans les années 90.
- Le stock de l'investissement direct du Canada à l'étranger et de l'IED au Canada est passé d'un ratio d'environ 33 p. 100 du PIB en 1990 à près de 40 p. 100 en 1995.
- Les sources de l'IED au Canada sont en voie de se diversifier – la part des États-Unis en proportion du stock canadien d'IED a diminué de presque 8 points de pourcentage, passant de 75 p. 100 en 1985 à 67 p. 100 en 1995, tandis que les parts de tous les autres pays et régions, notamment celle de la Communauté européenne, ont connu une hausse.
- Cette accentuation spectaculaire de l'ouverture du Canada sur l'extérieur est un indice du niveau de spécialisation accrue de l'économie canadienne.
- Ces tendances augurent bien pour la compétitivité et le dynamisme futurs de l'économie canadienne.



---

---

## PUBLICATIONS

---

---

### PARUTIONS RÉCENTES

#### Documents de recherche d'Industrie Canada

*La croissance fondée sur le savoir et son incidence sur les politiques microéconomiques..*

#### Documents de travail d'Industrie Canada

N° 7 – *Les structures de régie d'entreprise, la prise de décision et le rendement des entreprises en Amérique du Nord*, P. Someshwar Rao et Clifton R. Lee-Sing.

N° 8 – *L'investissement étranger direct et l'intégration économique de la zone APEC*, Ashfaq Ahmad, Someshwar Rao et Colleen Barnes.

N° 9 – *Les stratégies de mandat mondial des filiales canadiennes*, Julian Birkinshaw.

#### Documents de discussion d'Industrie Canada

N° 2 – *Le changement technologique et les institutions économiques internationales*, Sylvia Ostry.

N° 3 – *La régie des sociétés au Canada et les choix sur le plan des politiques*, Ronald Daniels et Randall Morck

#### Documents hors-série d'Industrie Canada

N° 12 – *Technologie et économie : Examen de certaines relations critiques*, Michael Gibbons

N° 13 – *Le perfectionnement des compétences des cadres au Canada*, Keith Newton

### À PARAÎTRE

#### Documents de recherche d'Industrie Canada

*La région de l'Asie-Pacifique et l'économie mondiale : perspectives canadiennes.*

#### Documents de travail d'Industrie Canada

N° 10 – *R - D et productivité dans le secteur des télécommunications et de la fabrication de matériel connexe*, Jeffrey Bernstein.

N° 11 – *Évolution à long terme de la convergence régionale au Canada*, Serge Coulombe et Frank C. Lee.

#### Documents de discussion d'Industrie Canada

N° 4 – *L'IED et les politiques d'encadrement du marché dans les économies membres de l'APEC*, Ronald Hirshorn.

---

On peut obtenir une liste complète des publications de recherche d'Industrie Canada et des renseignements sur tous les titres énumérés ci-dessus en s'adressant à la :  
Direction générale de l'analyse microéconomique  
Industrie Canada  
5<sup>e</sup> étage, Tour ouest  
235, rue Queen  
Ottawa (Ontario)  
K1A 0H5  
Téléphone : (613) 952-5704  
Télécopieur : (613) 991-1261

On peut acheter les documents de recherche en s'adressant aux Presses de l'Université de la Colombie-Britannique :  
Téléphone : (604) 822-5959  
Télécopieur : 1-800-668-0821.